

Cela n'a l'air de rien, pas grave dans le contexte de chaos généralisé... mais quand même.

Vendredi 24 avril 2015, sans aucune concertation, la direction du groupe **GDF-SUEZ**, emmenée par le patron G MESTRALLET décide unilatéralement de le rebaptiser **ENGIE**,
(nom assez proche, mais malheureusement pas aussi enchanteur que l'immense tube des Rolling Stones).

Ainsi disparaît du paysage l'entreprise GDF, créée en 1946 en application du programme du Conseil National de la Résistance pour satisfaire l'intérêt général de la nation et de son peuple sur des préceptes de service public.

C'est une des suites de la libéralisation du marché de l'énergie actée en 2000 qui avait conduit à démanteler l'entreprise intégrée, ouvrir son capital, la fusionner avec SUEZ (qui l'a «avalée»), séparer et filialiser les secteurs d'activité.

Ainsi, le stockage avait été rebaptisé STORENGY, les sites méthaniers ELENGY ...

Il reste à « renommer » le transport (GRT) ainsi que la distribution (GRDF) ... ou à s'en séparer ? !
En effet, ces activités nécessitent des moyens matériels, techniques et humains, des compétences ... importants tant pour la conception, la construction, l'entretien, les dépannages, les petites interventions et relations clientèles ... et sont limitées au territoire.

Autant de responsabilités, de contraintes... qui, dans la logique libérale, grèvent les résultats financiers, les dividendes versés aux actionnaires et entravent la stratégie d'expansion internationale.

D'ailleurs depuis 2000, les effectifs de ces filiales fondent, les agences de proximité ont fermées, les activités de plus en plus sous-traitées (relève, études, travaux ...).

Cet enterrement de GDF, porte bien au-delà du seul symbole.

Il est révélateur, dans sa forme comme dans son contenu, de la volonté de faire table rase du passé, de l'histoire, de la culture de service public, du savoir faire de l'entreprise (précurseur dans le stockage, les méthaniers ...), de son capital humain du patrimoine industriel du pays.

Et ainsi de marquer les esprits sur la puissance de l'idéologie libérale qui se permet tout, avance au pas de charge, et est prête à sacrifier le bien commun pour des intérêts particuliers.

Et nos gouvernants affidés et prosélytes depuis trente ans, de se prosterner, d'applaudir ces «champions du monde», cette gabegie, cette arnaque.

Alors que nous avons besoin de ces fleurons nationaux, de les «contrôler» pour assurer la transition énergétique indispensable.

Triste anniversaire de la loi de nationalisation du 8 avril 1946 !

JLT (PG01)